

## **Jean Castex veut adapter la T2A en fonction des "expertises du terrain" (Par l'envoyée spéciale d'APM Caroline BESNIER)**

ORLEANS, 13 mai (APM) - Le directeur de la Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (Dhos), Jean Castex, a annoncé jeudi qu'il réunira les acteurs hospitaliers dans les semaines à venir pour adapter la réforme de la tarification à l'activité (T2A) à partir des "expertises du terrain".

S'exprimant jeudi à l'occasion du 59<sup>ème</sup> congrès du Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) à Orléans (Loiret), le directeur de la Dhos a réitéré son souhait de simplifier la T2A afin que les acteurs hospitaliers se l'approprient. Il avait déjà fait part de sa volonté de rendre la réforme plus compréhensible lors des 8<sup>èmes</sup> rencontres financières des décideurs hospitaliers organisées par Dexia crédit local (cf dépêche APM du 23 mars).

"Rien n'est pire qu'un système dans lequel ceux qui sont chargés de le porter ne sont pas en état de le comprendre, de l'expliquer et de rassurer autour d'eux, psychologiquement c'est désastreux", a souligné Jean Castex, sous les applaudissements de l'assemblée composées de cadres et de directeurs d'établissements hospitaliers et médico-sociaux.

"Dans ces circonstances, on peut comprendre que toute la machine se grippe et c'est exactement ce qui se passe, ce qui aggrave les inquiétudes sur le fond et notamment sur les niveaux des budgets !", a-t-il ajouté, reconnaissant ainsi les problèmes évoqués quelques minutes plus tôt par le président du SNCH, Jean-Olivier Arnaud, dans son discours d'ouverture du congrès.

Jean Castex prévoit donc d'associer "les conférences, les fédérations et vous [les cadres hospitaliers] pour adapter la réforme à partir des expertises du terrain" dans le sens d'une simplification mais aussi d'une déconcentration.

En effet, le directeur de la Dhos se déclare "convaincu" qu'il est impossible de "financer de façon efficiente et efficace le système hospitalier depuis Paris" et indique qu'il prendra donc rapidement les dispositions pour y remédier.

Il a par ailleurs indiqué que la Dhos souhaite désormais procéder dans la "transparence", c'est-à-dire que les éléments d'élaboration des tarifs et des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (Migac), par exemple, seront communiqués aux décideurs hospitaliers.

Cette transparence était ardemment demandée par la Fédération hospitalière de France (FHF), la Fédération nationale des centres de lutte contre le cancer (FNCLCC) et les conférences hospitalières depuis plusieurs mois (cf dépêche APM du 25 mars).

Le directeur de la Dhos a également rappelé qu'il prévoit d'amplifier et de démultiplier les efforts de formation et d'explication pour l'ensemble des personnels. La mission Romatet, qui devrait présenter ses premières propositions avant la fin du mois de mai, vise d'ailleurs à accompagner les décideurs hospitaliers dans la mise en oeuvre des réformes et notamment de la T2A.

Pour Jean Castex, toutes ces initiatives pourraient permettre de faire passer la réforme de la tarification dans les hôpitaux "d'usine à gaz à cathédrale".

Il a également indiqué que c'est au ministre de la Santé et au Parlement de décider s'il faut "faire une pause adaptée, dans quelle mesure et selon quel calendrier", répondant ainsi à une réflexion du SNCH sur la nécessité de ralentir la mise en oeuvre de la T2A.

#### POUR LE SNCH, DES "ABSURDITES" FRAGILISENT LA T2A

Avant l'intervention du directeur de la Dhos, Jean-Olivier Arnaud a tenu à exposer l'inquiétude du SNCH concernant la mise en oeuvre de la T2A et le niveau de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) hospitalier pour 2005.

Après avoir rappelé que les hospitaliers sont majoritairement favorables à la T2A, il a déploré que la réforme "se déploie dans des conditions qui désarment ses plus sincères défenseurs".

Il estime que le principe de lien entre les ressources des établissements et l'activité hospitalière a été "sérieusement écorné par la contrainte budgétaire choisie par les pouvoirs publics". Jugeant le taux de progression de l'Ondam hospitalier insuffisant par rapport aux besoins, Jean-Olivier Arnaud a mis en garde contre une aggravation des reports de charge en 2005.

"Dans ces conditions, exiger le retour à l'équilibre était absolument irréaliste. Or, pour y parvenir malgré tout, on a inutilement compliqué et rendu indéchiffrable sur bien des points la mise en oeuvre de la T2A", a-t-il déploré.

Pour illustrer ses propos, il a cité des tarifs fixés à la baisse, des règles défavorables de facturation en fonction de la durée du séjour, une diminution des versements de l'assurance maladie, des remboursements décevants de certains médicaments en sus des tarifs, une sous-évaluation des missions d'intérêt général et des "contrats d'objectifs et de moyens signés avec les ARH souvent en panne".

"On aurait voulu tuer la réforme T2A qu'on n'aurait pas fait mieux", a dénoncé le président du SNCH, expliquant la complexité et la centralisation de la fixation des tarifs et des budgets par la volonté de respecter le volume des versements de la sécurité sociale aux hôpitaux fixé par le Parlement.

En réponse, Jean Castex a simplement insisté sur le fait que la réforme de la T2A est indépendante du niveau de l'Ondam hospitalier.

Par ailleurs, s'agissant des tarifs jugés insuffisants pour compenser les dépenses, le SNCH estime que les hôpitaux sont désormais confrontés à une "alternative absurde": soit baisser leur activité pour contenir leurs dépenses, cela se traduisant "inéluçtablement" par une baisse de leurs ressources, soit augmenter leur activité pour accroître leurs ressources, mais les dépenses augmenteront alors plus vite, sans les contreparties de recettes supplémentaires suffisantes.

Cette "absurdité" fragilise la dynamique des réformes, a souligné Jean-Olivier Arnaud en demandant une remise à plat et un bilan d'étape de la réforme.

Enfin, il a demandé au directeur de la Dhos de renoncer à l'objectif de convergence des tarifs entre les secteurs privé et public.

## BUDGET 2005 : "L'EXERCICE SE PASSE" POUR JEAN CASTEX

Dans son discours, Jean Castex a tenu à rappeler que les budgets 2005 ne sont pas comparables aux budgets antérieurs, en raison du passage d'un système de dépenses encadrées à celui de recettes d'assurance maladie.

Toutefois, le directeur de la Dhos a déclaré que dans l'ensemble, malgré les difficultés, "l'exercice se passe" et que les budgets sont soumis et votés par les conseils d'administration, suscitant par cette remarque une rumeur de perplexité et de désapprobation dans la salle.

Interrogé par l'APM, Jean Castex a précisé que, sur les établissements ayant déjà présenté leur budget en conseil d'administration, moins de 10% l'ont rejeté.

cb/fb/APM polsan

Commentaires sur cette dépêche APM :

- Il est **SCANDALEUX** que Jean Castex prévoit d'associer "les conférences, les fédérations et [les cadres hospitaliers] pour adapter la réforme à partir des expertises du terrain" sans mentionner les syndicats de praticien hospitalier - et ceux des personnels non médicaux ! Si le SNCH qui est un SYNDICAT est invité à cette réévaluation de la réforme, au nom de quoi les représentants des autres catégories de personnel seraient ignorés ??? Je rappelle que jusqu'à présent, toutes ces organisations sont membres du Comité de suivi et de concertation de la T2A dont la dernière réunion (j'en ai rendu compte dans ces colonnes) a eu lieu le 25 mars dernier et fut quelque peu houleuse. Tout cela va dans le sens d'un mépris total et grandissant des personnels hospitaliers dans leur ensemble. Il n'y a plus que les directeurs qui comptent.

- Jean Castex semble complètement dépassé par l'ampleur de la tâche et n'a visiblement pas compris les mécanismes en oeuvre dans le financement des hôpitaux. Deux éléments évidents pour qui connaît un tout petit peu ce dossier :

=> Insister sur le fait que la réforme de la T2A est indépendante du niveau de l'Ondam hospitalier est une absurdité, qui a été mise en évidence dès les premières réunions des groupes de travail "Hôpital 2007" lancés à l'automne 2003 par JF Mattei et E Couty. Il est vrai que J Castex n'existait pas à l'époque. Je tiens à sa disposition les PV. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'avoir fait l'ENA pour comprendre que si l'enveloppe de l'ONDAM est fermée et insuffisante, aucune réforme du financement des hôpitaux ne peut aboutir à autre chose qu'une faillite générale.

=> Béatement, Jean Castex constate que "l'exercice se passe" !!! Même les directeurs en ont avalé de travers. Vérifier dans votre établissement, mais combien de CA ont voté les budgets ? Avec quel taux d'évolution par rapport à 2004 ? On est dans le délire total. La crainte, c'est bien la fin de l'exercice, oui ! Et avec quel déficit !

-----  
Jacques Trevidic - Pharmacien - chef de service  
Syndicat Interhospitalier de Caudan  
Le Trescoet - BP 47 - 56854 CAUDAN Cedex - FRANCE

